



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation au Mali

Question au Gouvernement n° 3190

Texte de la question

SITUATION AU MALI

M. le président. La parole est à M. Bruno Fuchs.

M. Bruno Fuchs. L'inquiétude est extrême quant à la situation du député malien Soumaïla Cissé. Arrivé second aux dernières élections présidentielles, il incarne la voix principale de l'opposition démocratique au Mali. Il a été capturé dans une embuscade le 25 mars et nous sommes sans nouvelles de lui depuis cette date.

Mes chers collègues, je veux lancer ici, en notre nom, un appel solennel à sa libération immédiate. *(Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM, LaREM, UDI-I, LT et Agir ens.)* Je formule également le souhait que la France use de toute son influence pour qu'il puisse poursuivre son engagement politique le plus rapidement possible. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, rassurez-nous, rassurez sa famille et ses proches, donnez-nous enfin de bonnes nouvelles.

Ce rapt nous rappelle l'importance majeure de l'action de la France au Sahel. Il nous renvoie également aux enjeux relatifs à la stabilité et à la gouvernance de nombreux pays de l'espace francophone. En Guinée par exemple, Alpha Condé, réfugié de longue date et pendant de longues années en France, veut, comme d'autres avant lui, changer la constitution pour qu'un troisième mandat lui soit autorisé. Mes chers collègues, je vais vous surprendre : par un tour de passe-passe, la constitution ratifiée par référendum n'est pas celle qui a été publiée officiellement ! Et je ne m'étends pas sur les répressions meurtrières aveugles contre les civils.

Au Gabon, le sort réservé au principal leader d'opposition Jean Ping, assigné à résidence, doit nous alerter. *(M. Jean-Luc Mélenchon applaudit.)* Dans le même temps, le chef de l'État n'est plus en mesure de présider son pays depuis dix-huit mois, en raison de son état de santé.

M. Jean-Luc Mélenchon. C'est vrai !

M. Bruno Fuchs. Le Gabon et la Guinée mais aussi le Cameroun, le Bénin, la Guinée-Bissau et d'autres ont adhéré à la charte de la francophonie et signé l'accord de Cotonou, notamment son article 9. Aujourd'hui, ils sont loin d'honorer leur signature. Monsieur le ministre, le Président de la République parle d'un nouveau chemin pour les deux prochaines années. Quel nouveau chemin la diplomatie française dessinera-t-elle dans ses relations avec l'Afrique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM, LaREM, Agir ens, LT et UDI-I. – M. Jean-Luc Mélenchon applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères.* Monsieur le député Bruno Fuchs, la

France avec vous, notamment dans cet hémicycle, dit son indignation devant la situation imposée à M. Soumaïla Cissé. Leader de l'opposition, il a été candidat aux élections présidentielles et se trouve pris en otage depuis trois mois. Nous appelons vigoureusement à sa libération et demandons à ceux qui l'enferment aujourd'hui de le mettre à la disposition de la démocratie malienne. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, Agir ens, FI et GDR.)

Vous avez évoqué la situation au Mali ; il est vrai que ce pays traverse aujourd'hui une période de tensions sociopolitiques dues à un arrêt de la Cour constitutionnelle, à la suite des élections législatives du mois d'avril, qui rend la situation extrêmement tendue. Les présidents des États du Sahel ont exprimé, dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, des propositions visant à atténuer la crise et à apaiser le climat politique. Nous souhaitons que ces dispositions, initiées par la CEDEAO, puissent être mises en œuvre par les autorités maliennes actuelles.

Plus largement, monsieur le député, vous savez qu'en Afrique, plus particulièrement dans les pays en difficulté que vous avez évoqués, l'attitude de la France consiste à soutenir la démocratie et le droit. La démocratie doit être soutenue dans les États fragiles ; vous avez cité la Guinée, où nous souhaitons que le président Condé prenne des initiatives pour apaiser la situation, à la suite d'un référendum que nous avons contesté. Mais la démocratie doit aussi être soutenue dans les états en crise, en particulier au Sahel mais aussi au Cameroun, où des exactions sont commises. Nous ne les acceptons pas, et le répétons sans cesse aux différents chefs d'États. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Fuchs](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3190

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2020](#)